

promotion touristique à l'étranger, et notamment en Europe, car le coût de la vie et des voyages y est exorbitant, nettement supérieur au nôtre en tout cas. Je pense donc que le Canada pourrait être un but de vacances très intéressant pour les touristes européens sur le plan financier.

Par ailleurs, nous devrions encourager les Canadiens à visiter beaucoup plus leur pays sans pour autant prendre des dispositions réglementaires pour les empêcher d'aller faire des dépenses à l'étranger. Le champ d'action est vaste, depuis les réductions de tarif—il est en effet souvent moins coûteux de se rendre à l'étranger que de voyager au Canada, ce qui est anormal—jusqu'aux installations mises à la disposition du Canadien moyen lorsqu'il voyage. C'est là à mes yeux un aspect très important, non seulement du point de vue de notre balance des paiements, mais comme moyen de favoriser une meilleure compréhension nationale, aspect que j'examinerai dans un moment.

En terminant mes observations sur la situation économique, j'aimerais redire simplement l'optimisme avec lequel les Canadiens devraient envisager l'avenir. Nous ne devons pas moins nous inquiéter pour autant des graves problèmes qui nous assaillent depuis quelques années, de notre taux de chômage qui ne cesse de croître, et nous devons nous pencher tout particulièrement sur le cas de notre industrie secondaire, faire le tri entre les entreprises manufacturières que nous devons protéger et celles que nous devons abandonner, entre les emplois que nous devons protéger à tout prix et les autres.

Je ne suis pas sans m'inquiéter au sujet des négociations qui se poursuivent actuellement à Genève dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, et à la suite desquelles nous pourrions bien nous voir obligés d'accepter des pratiques commerciales de plus en plus libres. Ce dont je me soucie surtout, c'est qu'au moment où nous accepterions des accommodements pour ce qui est de nos restrictions et de nos droits d'entrée sur les importations, nous devrions obtenir d'accéder plus facilement à certains marchés qui nous sont en quelque sorte interdits en raison des difficultés résultant de barrières non douanières. Je songe notamment aux restrictions que certains pays imposent par le biais de leurs politiques de dépenses gouvernementales, qu'il s'agisse d'acheter au pays ou à l'étranger, et à toutes ces mesures qui causent de si grandes difficultés aux manufacturiers canadiens qui tentent de se faire une place sur les marchés d'exportation.

D'autres domaines où l'on a noté des signes encourageants ces dernières années comprennent celui des règlements salariaux. Le premier ministre (M. Trudeau) a abordé la question hier. D'après mes notes, les hausses salariales s'établissent en moyenne à 8.8 p. 100 pour l'année se terminant au premier trimestre de 1977, ce qui constitue une énorme amélioration par rapport aux années précédentes dans un domaine où nous n'arrivons semble-t-il pas à soutenir la concurrence avec nos voisins du Sud. Il continuera d'être important d'exercer un contrôle sur les facteurs de l'inflation. Il nous faudra convertir bon nombre de nos épargnants à la consommation. Je suis persuadé que les Canadiens s'y prêteront, mais ils le feront avec prudence et précaution. Le gouvernement devra faire preuve de leadership pour les encourager.

Je vais conclure ces observations sur l'état de l'économie en rappelant une conférence que prononçait récemment M. Rowland Frazee, président de la Banque Royale du Canada et

*L'Adresse—M. Martin*

président de l'Association des banquiers canadiens. Il recommandait en effet aux Canadiens de ne pas renoncer à leurs perspectives d'avenir en leur rappelant qu'ils disposent de beaucoup de ressources naturelles, technologiques et humaines qui sont pour eux un véritable don de Dieu et qu'ils jouissent de solides institutions. Il a soutenu que nous devions nous préoccuper de la situation mais sans nous en alarmer, et que le sens du travail et la volonté étaient des qualités que les Canadiens devaient redévelopper chez eux.

Comme le premier ministre l'a mentionné, il y aura des compromis industriels—soit le rapport entre nos capitaux et le nombre d'emplois—ainsi que des compromis dans divers domaines, mais ne blâmons pas les autres de notre situation. Regardons-nous et nous verrons qu'un meilleur niveau de vie n'est pas le dû de tous les Canadiens.

Je voudrais maintenant faire quelques commentaires sur le besoin d'une meilleure compréhension dans ce pays et c'est à dessein que j'éviterais les mots «unité nationale» car, à vrai dire, j'en ignore la signification. J'ai une certaine idée de l'unité nationale et j'ignore si mes collègues qui viennent d'autres régions la partagent. J'estime toutefois que la compréhension nationale, c'est-à-dire la compréhension entre les diverses régions du pays, est un facteur de toute première importance, et que c'est là que le fossé est très grand. En fait, je crois que si le Parti québécois a été élu le 15 novembre dernier, c'est surtout d'abord parce qu'il y a eu 110 ans d'incompréhension et, ce qui est encore pire à mes yeux, 110 ans d'incurie chez tous les gouvernements et d'apathie dans la population.

Nous n'avons pas encore de gouvernement séparatiste dans l'Ouest ou dans l'Est, mais il pourrait fort bien s'en développer. La situation au Québec découle peut-être de facteurs que nous ne trouverions pas dans d'autres provinces. On nous ressasse toutefois que la désaffectation des diverses régions est très réelle, que tout se passe dans le centre du pays et le Québec est loin d'être le seul à penser de cette façon.

● (1412)

A moins que nous ne nous attaquions au fond même du problème et non à l'image que nous aimerions nous en faire, nous devons faire face en définitive à un morcellement possible du pays en diverses régions, chacune en quête de sa propre destinée. De fait, nous aurons trahi nos fils, nos filles et nos petits-enfants si nous laissons cette mentalité se développer. Sans compter les générations passées, depuis les Pères de la Confédération qui envisageaient avec confiance l'avenir de notre pays.

Même si, au cours des années, nous avons dans une certaine mesure péché par omission en ne nous efforçant pas de favoriser une plus grande compréhension entre les diverses régions du Canada alors que nous étions en pleine croissance, il ne faut pas oublier que la véritable question que nous devons affronter n'est pas une question québécoise, mais une question canadienne. Comme les députés, j'estime que nous devons examiner le problème et nous y attaquer dans cet état d'esprit. Un problème sérieux existe quand des adultes d'une région de l'Ontario rejettent avec mépris le projet d'une école francophone dans un milieu où les Canadiens français forment une proportion importante de la population tout comme un problème sérieux se pose quand le gouvernement du Québec déclare aux habitants de cette province que l'enseignement en langue